

De la vulnérabilité à la résilience, réflexions sur la protection en cas de désastre extrême – Le cas de la gestion des conséquences de l'explosion d'une centrale nucléaire à Fukushima

lundi 23 novembre 2015, par [Cécile Asanuma-Brice](#)

L'explosion de la centrale nucléaire de Tepco Dai ichi à Fukushima en mars



2011 a été l'occasion de mettre en avant de l'actualité scientifique quelques concepts longtemps négligés, dont celui de résilience. Si l'utilisation psychanalytique de cette notion, qu'il s'agisse de la résilience neuronale, affective, psychologique ou sociale, s'attache à la faculté d'un individu à surmonter un trop grand isolement momentané ou un traumatisme quelqu'en soit la nature, recouvrant par là-même une intention positive de reconstruction du moi en dépit des aléas qu'il aurait subit, elle est l'objet d'un abus épistémologique dans l'utilisation qu'en ont fait les autres domaines de la recherche. En 2013, suite à la publication du Livre blanc du ministère de l'enseignement et de la recherche japonais « *Toward a robust and resilient society* », les budgets de recherche se sont de nouveau orientés vers l'étude et la mise en œuvre politique de ce concept dans les domaines les plus variés.

Anglicisme provenant du terme *resiliency*, cette notion, dans le domaine des sciences est d'abord utilisée en physique des matériaux pour décrire l'élasticité d'un corps qui aurait la capacité de retrouver sa forme initiale après avoir accusé un choc. Emmy Wermer [1] [2] a introduit cette notion en psychologie, via l'identification de facteurs qui auraient aidé certains enfants à surmonter leurs traumatismes. Boris Cyrulnick a répandu ce concept en France. Les cindyniques, sciences qui traitent des catastrophes, utilisent aujourd'hui cette notion afin de déterminer des modèles qui permettraient à nos villes de résister aux périls. Reconnaisant sa vulnérabilité face aux aléas, la ville serait dans la nécessité d'adopter un caractère résilient afin de pouvoir di-gérer les multiples risques naturels ou humains [3], considérant la ville comme une entité autonome alors qu'elle n'est qu'objet produit de l'humain.

Dans le cas présent, soit la gestion des conséquences humaines et environnementales de l'explosion de la centrale nucléaire de Fukushima, tous les outils sont mobilisés et c'est un doux mélange des approches développées concernant la résilience psychologique, écologique, urbaine [4] et tant d'autres encore, qui sont bravées afin de suggérer l'abandon de la fuite à ceux qui obéiraient encore à leur instinct primaire d'angoisse face aux dangers.

La notion originelle est ainsi appauvrie de son sens premier, pour ne devenir qu'un symbole auquel l'on attribue des qualités qui ne lui appartiennent pas. Autrement dit, et cela relève de la mise en place de la pensée fasciste qui tend à se répandre comme une flambée de poudre aujourd'hui dans de nombreux pays, les chercheurs se soumettent trop fréquemment à un slogan, à une doxa, s'empêchant eux-mêmes de raisonner pour se livrer à ce que Boris Cyrulnick appelle « la pensée paresseuse » [5].

COMMENT ASSIGNER A DEMEURE VIA LA RESILIENCE ? EN COMMUNIQUANT SUR LE RISQUE

La communication sur le risque remplit un rôle important dans l'instauration, à des fins politiques, de la résilience. Car c'est bien le potentiel politique de la catastrophe qui est en jeu dans un contexte où, malgré une opposition citoyenne massive, le marché du nucléaire, qu'il soit civil ou militaire, est imposé aux populations. Comme le note Ulrich BECK dans *La société du risque* [6] :

Les risques générés au stade le plus avancé du développement des forces productives (...radioactivité) (...) provoquent systématiquement des dommages, souvent irréversibles, restent la plupart du temps invisibles, requièrent des interprétations causales, se situent donc seulement et exclusivement dans le domaine de la connaissance (scientifique ou plutôt anti-scientifique) qu'on a d'eux, peuvent être transformés, réduits ou augmentés, dramatisés ou banalisés par la connaissance, et se prêtent donc tout particulièrement aux processus de définition sociale. [7]

Selon Beck, la société du risque est celle de la catastrophe, soit une société où l'état d'exception menace de devenir un état normal. Ce processus est particulièrement flagrant dans la gestion de la catastrophe de Fukushima.

L'explosion de la centrale de Tepco à Fukushima a engendré une contamination irrégulière au sein et au-delà du département de Fukushima.

Le taux de radioactivité dans l'air, comme au sol, excède par endroit 10 à 20 fois le taux de contamination internationalement admis comme acceptable pour la population civile, soit 1 mSv/an. Face à une telle situation, dès avril 2011, les autorités ont relevé les normes de protection à 20 mSv/an dans la région la plus polluée, afin de limiter la surface de la zone d'évacuation. Il est aujourd'hui question de la relever à 100 mSv/an. Cette remise en cause de la norme de sécurité a été observée dans divers domaines. Le taux d'acceptabilité maximal de la radioactivité a également varié dans le secteur de l'alimentation, passant tour à tour d'une limite de 100Bq/kg à 500Bq/Kg, pour redescendre à 300 Bq/Kg.

Les discours justifiant la variabilité des normes de sécurité et leur acceptabilité dépendent de la position de ceux qui les expriment, de ceux qui s'expriment « en tant que ». Ainsi, la présentation des discours met à jour une manipulation de tout ordre. Kyô Kageura, dans son ouvrage intitulé *Les conditions de la confiance, les paroles de l'accident nucléaire* [8], nous donne à ce titre un exemple intéressant. Après l'explosion de la centrale de Fukushima, un chercheur d'un centre de recherche atomique s'exprime ainsi : « il semblerait qu'un grand nombre de concitoyens soit inquiet de la situation et croit que l'accident serait du niveau de celui de Tchernobyl (...) ». Or, de fait, l'Agence Internationale de l'Energie Atomique a déclaré l'accident niveau 7, donc du même niveau que celui de Tchernobyl. Ce chercheur continue ainsi :

« Nous qui sommes payés pour faire des recherches par les impôts des citoyens », soulignant ainsi la responsabilité qui lui incombe, « devons mettre nos savoirs à leur service afin de les rassurer ». Kyô Kageura s'interroge alors sur le rôle de la science dans de telles circonstances. Quand bien même ceux-ci sont payés par les impôts des concitoyens, leur rôle est-il de rassurer à tort ces mêmes concitoyens ?

Ainsi, le scientifique, le politique et le citoyen se trouvent dans une nécessité de communication à flux tendus, s'appuyant sur de nombreuses expertises qui nourrissent la controverse au sein de laquelle on distingue grossièrement les « partisans de la sécurité » (*anzenha*) et les autres.

Contrairement à leur appellation, les partisans dits « de la sécurité » ne sont pas les partisans du risque zéro, mais ceux qui prônent l'institution de normes de sécurité en fonction desquelles la protection de la population est organisée. Aujourd'hui, le débat porte essentiellement sur les risques liés à l'exposition à de faibles doses de radiation, car aucun résultat épidémiologique ne permet la fixation d'un seuil fiable en deçà duquel le risque sanitaire serait réduit à néant. La difficulté en la matière réside

notamment dans la multiplicité des facteurs à prendre en compte pour le calcul de la contamination interne et externe du corps humain, permettant de déterminer le risque encouru. Néanmoins, normes et seuils sont fixés et permettent la mise en œuvre d'une politique qui tend à assigner la population à demeure, voire à l'inciter au retour à la vie dans des zones pourtant contaminées aux vues des normes internationales. Ainsi, l'individu se voit contraint d'assumer financièrement (l'Etat ne lui délivre pas de subvention pour élaborer sa protection) et physiquement (l'individu est amené à prendre la responsabilité du refuge ou de la gestion du quotidien dans un environnement sali) la responsabilité de sa protection sanitaire même s'il n'a aucune prise, aucun rôle dans le processus décisionnel qui a engendré la situation de risque dont il devient captif.

Afin de remédier à cela, au moins en apparence, et de continuer à faire passer le message auprès des premiers concernés tout en regagnant la confiance des citoyens en leur laissant croire que leurs recommandations sont prises en compte, une véritable stratégie de communication est adoptée, soutenue par un budget spécifique pour l'année 2014 de plus de deux millions d'euros [9].

Cette politique d'*empowerment* vise à « éduquer » aux risques sanitaires pour mieux rassurer, notamment via l'organisation d'ateliers sur la radioactivité et le cancer destinés aux élèves des classes primaires du département de Fukushima [10], par la distribution de manuels apprenant à gérer la vie dans un environnement contaminé [11] [12], ou encore par l'organisation d'évènements culturels destinés aux enfants sur l'ensemble du territoire, ventant l'efficacité de la décontamination (qui n'a toujours pas été prouvée) par la vente des produits « frais » en provenance de la zone contaminée.

LA RESILIENCE, UNE ARME CONTRE LA SOCIETE DU RISQUE ?

Avant toute chose, nous souhaiterions revenir sur l'importance qu'accorde U. Beck à différencier la société du risque de celle de la menace. Ainsi, il distingue *la prise de conscience* de l'existence des risques dans l'ordre culturel et politique, de leur diffusion réelle. Il met en garde contre la disparition des évidences du tangible dans la société du risque. Par exemple, cela correspond dans le cas du désastre nucléaire japonais, à l'accroissement du nombre d'enfants atteints d'un cancer de la thyroïde qui devient un phénomène rendu invisible par la mise en doute des données épidémiologiques. Il s'agit de rendre invisible le véritable danger par le déplacement de l'attention sur un autre danger. Dans le cas de la gestion d'un accident nucléaire, ce processus est mis en place par un discours spécifique, qui consiste à dire aux habitants des zones contaminées qu'ils

prennent un plus grand risque à se protéger au quotidien (en mettant des masques, en réduisant leur activité et celles de leurs enfants à l'extérieur, etc.), les contraintes engendrées par cette gestion journalière étant génératrices de stress à l'origine de dépressions nerveuses... [13].

Ulrich Beck, quant à lui, évoque principalement la menace sociale, brandie afin de permettre la continuité d'actions productrices de risques réels. À titre d'illustration, la menace de la perte d'emploi est sans cesse mise en avant afin de permettre la continuation de productions industrielles extrêmement polluantes. Il dénonce, par là-même, la contradiction que représente la production d'emplois stables pour la lutte contre les risques écologiques. Autre exemple, la menace de la radiophobie, terme créé après Tchernobyl en 1986, soit une psychopathologie relevant « d'une peur irraisonnée du nucléaire qui (non seulement) conduirait à une opposition antinucléaire pathologique » [14], mais également à des dépressions chroniques qui seraient le risque sanitaire le plus imminent, si l'on en croit le discours des administrateurs tant nationaux (commission d'enquête sanitaire) qu'internationaux (AIEA, OMS, CIPR) du désastre nucléaire de 2011. Il est à noter que les acteurs impliqués dans la gestion de la crise nucléaire de Tchernobyl sont les mêmes que ceux du désastre nucléaire japonais.

Cela explique certainement la redondance des discours.

Selon les propos que nous avons recueilli en novembre 2013 auprès de Jacques Lochard, directeur du CEPN (Centre d'étude sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire), membre permanent du CIPR (Commission Internationale de Protection Radiologique), et instigateur du programme ETHOS, certains membres japonais de la commission d'enquête sanitaire pour la gestion du post-Fukushima, se sont rendus à Tchernobyl dans le cadre du programme ETHOS (qui débute en 1994). C'est le cas du Dr YAMASHITA Shunichi, sinistrement célèbre pour avoir été l'un des premiers à prôner le relèvement de la norme de sécurité à 100 msv/an, ou encore le Professeur NIWA Otsura, par ailleurs membre permanent du CIPR. Le programme Ethos, fondé sur le calcul du coût-bénéfice en matière de radioprotection (cela signifie, et ça n'est pas sans poser problème, que l'on attribue une valeur économique à la vie humaine), vise à apprendre aux habitants à gérer leur quotidien dans un environnement contaminé, évaluant la migration comme trop coûteuse. Afin de mettre en œuvre la résilience, ce programme, qui place l'économie au-dessus de l'homme comme l'on poserait la charrue avant les bœufs, a également pour but de relancer l'économie des régions touchées en incitant à la consommation des produits, notamment alimentaires, en provenance des zones contaminées. Ces sollicitations se matérialisent de façon pragmatique par des méthodes particulièrement

astreignantes pour les habitants. Des accords sont passés avec des chaînes de supermarché [15] présentes sur l'ensemble du territoire qui orientent leurs marchandises vers la vente d'articles provenant presque exclusivement des territoires touchés [16]. Instauré pour la gestion de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, Ethos est également présent à Fukushima.

Le problème d'une telle société est donc qu'elle nie ce dont elle produit l'existence, en l'occurrence le risque nucléaire ou tout autre pollution industrielle.

Pourtant, les démarches résilientes, comme celles appliquées par le programme ETHOS, se disent participer de l'*empowerment* de la population, estimant le bien-être comme une notion commensurable dont ces experts détiendraient le secret. D'où provient cette notion d'*empowerment* ? Par qui est-elle produite et à qui est-elle destinée ?

EMPOWERMENT ET RESILIENCE

L'approche par la notion de capabilité (soit, un « ensemble de possibilités (le plus souvent interdépendantes) de choisir et d'agir [17] ») a été introduite par Amartya Sen [18] en vue de pallier les insuffisances qu'il décèle dans les approches utilitaristes et rawlsienne de l'égalité. Apparue au début du vingtième siècle aux États-Unis, en vogue dans les années 60, ce terme qui désigne la faculté de se « renforcer ou la capacité d'acquérir du pouvoir » (qui peut être le pouvoir associé à la liberté de choix), était principalement utilisé dans les milieux des services sociaux [19]. Mais là aussi, l'emploi du concept est multiple. Cette notion a été utilisée dans un premier temps dans les travaux concernant les Noirs américains [20], puis par les mouvements féministes et autres communautés vulnérables. Des méthodes sont mises en œuvres pour permettre aux individus composant ces communautés de pouvoir acquérir le savoir nécessaire leur permettant une participation active à la transformation de l'environnement qui les tient en situation de soumission. Afin d'échapper à ce rapport dominant-dominé, Paulo Freire met en évidence la nécessité du processus de « conscientisation » (autre néologisme grinçant), soit l'entendement par le dominé de son environnement afin de pouvoir être acteur de son changement. L'éducation de l'individu pour l'éveil de sa conscience citoyenne sera assurée par des éducateurs [21].

Estelle Ferrarese [22] nous rappelle que :

Certaines théories néo-républicaines (...) témoignent d'une résurgence du thème de la vulnérabilité, corporelle et morale, comme problème politique et moral en soi. Tous évoquent la vulnérabilité non pas pour ce qu'elle prévient, empêche, ou gêne d'accès à d'autres biens ou fins, mais en tant qu'elle est constitutive. En ce sens, elles répondent à l'urgence politique de contrer la figure du sujet autoengendré et autosuffisant, jusque dans ses nouvelles incarnations. Idée protéiforme d'empowerment, théories de l'identité pariant sur une fière assertion du sujet, paradigme, désormais prégnant dans les sciences sociales, de la négociation des parcours de vie et des préférences : la décomposition de la subjectivité marxiste et les paradoxes des structures postmodernes ont laissé le champ libre à l'évidence d'un sujet qui ne peut certes se choisir librement, mais qui est capable de se constituer en manager de lui-même (...).

Les travaux d'Amartya Sen concernant l'intégration des capacités individuelles dans l'élaboration de nouveaux indicateurs de richesse, nommées « capabilités » sont venus compléter cet *empowerment*, le concept évoluant vers « la manière dont les relations sociales au sens large (institutionnelles ou non) conditionnent la capacité des individus ou des groupes à transformer des choix en action » [23].

L'échelle de la personne sera dépassée pour généraliser la méthode de l'*empowerment* à tous les rapports dominants/dominés. Ainsi, les ONG reprendront ces notions à leur compte afin de privilégier une approche *bottom up* dans l'accès à l'information. Cela se transcrit en un rapport géopolitique dans lequel les pays du sud seront amenés à regagner une autonomie décisionnelle dans le processus d'élaboration des politiques d'aide au développement. Le discours qui s'instaure est donc une dichotomie entre l'*empowerment* des pauvres et des communautés vulnérables –et– la domination de l'État et du marché.

En outre, les concepts comme ceux de l'*empowerment* et de la résilience agissent également sur les dominants, les contraignant, dans le cas de l'*empowerment*, à reconnaître la dimension politique du pouvoir notamment par la Banque Mondiale dans le cas des relations nord/sud – pays riches/pays pauvres [24] », pour reprendre les termes de Sandra Laugier, et c'est cette dimension qu'il faut accepter, en rupture avec les impératifs ou idéaux moraux classiques : l'autonomie, la liberté, la puissance...

Le problème que pose la commensurabilité de telles notions, que ce soit le bien être ou la vulnérabilité, qui s'impose si l'on souhaite en avoir une appréhension économique, est qu'elle devient par là-même manipulable au

même titre que la dichotomie que nous avons évoquée entre société du risque et société de la menace.

Ainsi, comme le souligne A.-E. Calvès « l'*empowerment* fait partie de ces termes vagues, résolument optimistes et "justes" qui, à l'image de l'objectif d'éradication de la pauvreté, ne peuvent que susciter le consensus. (...) [25]. » Repris par la politique de la ville en France [26], ou lors de la campagne du président Obama en 2008, cette notion ne sera finalement qu'un outil de communication supplémentaire, qui n'aura pas pour effet de générer le lien inclusif escompté. Bien au contraire, de l'*empowerment* libérateur à l'*empowerment* libéral il n'y a qu'un pas qui sera rapidement franchi, valorisant l'intérêt individuel au point d'engendrer une déresponsabilisation des services publics, de l'État, à l'égard de la population concernée, l'origine du terme responsabilité, comme nous le rappelle Joan Tronto, renvoyant à l'idée de réponse, « c'est-à-dire à une attitude manifestement relationnelle [27] ». Autrement dit : « de faire des conséquences de l'action, aussi imprévisibles et éloignées des intentions de l'acteur soient-elles, l'"unique critère" [28] » d'une responsabilité qui sort ainsi du régime juridique de l'imputation pour entrer dans celui de l'ascription. C'est bien l'idée d'autonomie, ou plutôt une certaine idée d'autonomie, qui sert dans ce déplacement conceptuel de repoussoir à celle de responsabilité. Privé des propriétés de la souveraineté et de l'indépendance, l'acteur responsable est en effet ici tout autant patient qu'agent, et les conséquences de ses actes ne s'appréhendent pas tant sous la catégorie de la causalité que sous celle de la relation [29]. Comme nous le rappelle Sandra Laugier : « la vulnérabilité et l'interdépendance sont opposées à l'abstraction d'êtres humains isolés, indépendants, dont la confrontation raisonnée (de Hobbes à Rawls) serait à l'origine du lien social [30]. » L'acceptation libérale du concept aura néanmoins raison du lien nécessaire à l'existence de la responsabilité, et le décalage entre la théorie et l'application est tel que l'on aboutit à des situations totalement ubuesques. Un habitant interrogé sur l'efficacité de la méthode dans son quartier en France s'exclame : « On n'en peut plus de cette pseudoconcertation organisée toujours selon le même schéma - trois réunions, un PowerPoint et toujours les dix mêmes habitants à qui on demande un avis sur un projet déjà ficelé [31] ».

Car dans la pratique, l'objectif visé semble moins de permettre la participation et la prise en compte des besoins des habitants afin de créer un environnement leur permettant une liberté de choix possible, que de leur faire accepter les nouvelles réformes. Des structures pilotes sont mises en place afin de faire passer la doctrine. Pour la politique de la ville, les Quartiers en Contrat Urbains de Cohésion Sociale (2500 quartiers CUCS en France) ont

rempli cette fonction. Dans la sphère du nucléaire, cela s'est traduit par l'instauration des CLI (Commission Locale d'Information) en France. Dans le cas de la gestion du désastre nucléaire de Fukushima, c'est encore une fois le programme Ethos, via l'organisation des « Dialogues », soit des ateliers organisés par ses responsables qui remplit ce rôle. Tout comme le décrit l'habitant de la cité de Grenoble pré-cité, les « dialogues » du programme Ethos consistent en un atelier durant lesquels les décideurs de la gestion de la catastrophe nucléaire exposent devant une dizaine d'habitants pré-sélectionnés qui sont amenés à s'exprimer. Plus qu'un dialogue démocratique, il s'agit de jouer la Démocratie via une mise en scène préréglée. Ainsi, si tel n'est pas, originellement, l'objectif de l'*empowerment* que d'être réduit à l'illusion des méthodes participatives, cela s'avère être un fait dont les conséquences sont parfois dramatiquement pragmatiques. Le problème posé par de telles logiques est qu'elles donnent le sentiment aux habitants d'une certaine maîtrise du processus décisionnel par la prise en considération de ses requêtes alors qu'il n'en est rien.

Pour conclure notre démonstration par un exemple concret et afin de mettre en évidence la manière dont l'application de ces notions troublent notre perception de la menace pour parfois aboutir à la mise en danger des populations qu'elles étaient censées protéger, nous reprendrons le témoignage du journaliste Ugaya Hiromichi, qui dans le journal Business Media Makoto du 22 janvier 2015 relate :

(juste après les événements – l'explosion de la centrale de Fukushima) je me souviens que lorsque l'on approchait le dosimètre à la frontière de la zone d'évacuation, on mesurait 0.2 à 0.3 microsievert/h, néanmoins, si l'on franchissait la délimitation et que l'on pénétrait dans la zone, on faisait l'objet d'une arrestation par les forces de l'ordre. Maintenant, on est en moyenne à 3.8 microsievert/h, le chiffre le plus élevé est de 17,3 microsievert/h, et l'on peut y circuler librement. Les réglementations de l'État ainsi que ses contradictions sont tellement stupides sur ce point qu'elles ne peuvent prêter qu'à rire [32].

Afin d'éviter le stress de la protection évoqué par les experts de la gestion du désastre nucléaire japonais, ces zones sont aujourd'hui réouvertes à la résidence. Voilà ce à quoi aboutissent les politiques qui visent à l'application de la résilience dans le cas d'une catastrophe nucléaire. En d'autres termes, l'utilisation politique des concepts développés en sciences humaines et sociales, réduits à de simples objets de communication, et l'application pragmatique qui en découle peut totalement les vider de leur sens, voir même

en inverser leur signification première, pour aboutir à la mise en péril de la population qu'ils étaient censés protéger, augmentant par là-même leur vulnérabilité.

par [Cécile Asanuma-Brice](#)

Pour citer cet article : <http://www.raison-publique>

Notes

- [1] Marco Stathopoulos, « Qu'est ce que la résilience urbaine ? », dans *Urbanisme* n°381, nov.-déc. 2011.
- [2] Emmy E. Werner et Ruth S. Smith, *Vulnerable but Invincible : A Longitudinal Study of Resilient Children and Youth*, Broché, 1989.
- [3] G. Djament-Tran, M. Reghezza-Zitt, *Résilience urbaines Les villes face aux catastrophes*, ed. Le Manuscrit, 2012.
- [4] Nous avons préalablement évoqué les biais de la résilience urbaine dans : Cécile Asanuma-Brice, *Beyond reality : The management of migratory flows in a nuclear catastrophe by a pro-nuclear State*, Japan Focus, nov. 2014.
- [5] Boris Cyrulnick, *Les âmes blessées*, Paris, Odile Jacob, 2014.
- [6] Ulrich BECK, *La société du risque*, Paris, Flammarion, 2003.
- [7] *Ibid.*, p. 41.
- [8] 影浦峽, 信頼の条件 : 原発事故をめぐることば, 岩波書店, 2013.
- [9] 平成 26 年度 原子力関係経費既算要求額、第 3 4 回原子力委員会資料第 6 号。
- [10] The 52nd Annual Meeting of Japan Society of clinical Ontology : *Kids cancer seminar - Because you live in Fukushima there is a necessity of education on cancer !*
- [11] NHK, 10 juin 2014, un manuel apprenant à « vivre avec la radioactivité » “放射能と暮らす”ガイド est désormais distribué dans les collectivités.
- [12] Cette partie de notre recherche a été développée dans le cadre du PEPS Mission interdisciplinarité du CNRS Expertise, controverse et communication entre Science et société, au sein duquel nous avons dirigé une étude sur Les controverses scientifiques face à la responsabilité civique.
- [13] Voir Cécile Asanuma-Brice, *Beyond reality*, Japan Focus, nov. 2014 « Le Pr Hirofumi MASHIKO, neuropsychiatre au département de médecine de l'université de Fukushima, explique ainsi que le port du masque, les restrictions diverses liées à l'utilisation des cours d'écoles, des piscines, à la consommation de la nourriture, etc. seraient autant de mesures stressantes à l'origine de désordres psychiques. »
- [14] Annie Thébaud - Monny, *La science asservie*, Paris, La Découverte, 2014.
- [15] Dans le cas du Japon, M. Yasuhide CHIKAZAWA, vice président de la chaîne de supermarché Aeon et ancien directeur de DAIEI, soit les deux plus importantes chaînes de supermarchés japonaises, a participé au 3e « dialogue » Ethos qui s'est déroulé les 7 et 8 juillet 2013 dans la ville de Date.

[16] <http://www.icrp.org/docs/dialogue-3E.pdf> [<http://www.icrp.org/docs/dialogue-3E.pdf>]

[17] Martha Nussbaum, *Capabilités. Comment créer les conditions d'un monde plus juste ?*, Paris, Climats, 2012.

[18] Sen Amartya K., "Equality of what ? », in *Choice, welfare, and Measurement*, Oxford, Basil Blackwell, 1979.

[19] B. SIMON, *The Empowerment Tradition in American Social Work, a history*, New York, Columbia University Press, 1994.

[20] Barbara SALOMON, *Black Empowerment : social work in oppressed community*, Columbia University Press, 1976.

[21] P. Freire, *Pédagogie des opprimés – conscientisation et révolution*, Paris, François Maspero, 1974.

[22] Estelle Ferrarese, *Vivre à la merci, Le care et les trois figures de la vulnérabilité dans les théories politiques contemporaines*, Multitudes, 2009.

[23] A.-E. CALVES, « Empowerment » : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement, *Revue Tiers Monde*, Armand Colin, 2009.

[24] K. F. WONG, « Empowerment as a Panacea for Poverty. Pld wine in new Bottles ? Reflections on the Wolrd's Bank's Conception of Power, *Progress in Development Studies*, n°3, 2003.], et dans celui de la résilience, d'admettre la vulnérabilité des êtres et de leur environnement, anéantissant de fait le discours du risque zéro. La vulnérabilité est une notion qui a connu un développement important ces dernières années, dans le champ de la réflexion en sciences humaines et sociales. « Elle a d'abord été employée dans une perspective normative : il y aurait une catégorie de « vulnérables » – des humains à qui nous devrions une attention spécifique et que nous négligeons habituellement : handicapés, grand âge.... Mais elle a désormais acquis un sens descriptif, celui d'une condition humaine à « reconnaître » : nous sommes *tous vulnérables*[S. LAUGIER, *Tous vulnérables ? Le care, les animaux et l'environnement*, Petite bibliothèque Payot, 2012.

[25] Ibid.

[26] Carole Biezener et Marie-Hélène Bacqué, *L'Empowerment, une pratique émancipatrice*, La Découverte, 2013.

[27] Joan TRONTO, « Particularisme et responsabilité relationnelle en morale : une autre approche de l'éthique globale » (p. 103), dans *Contre l'indifférence des privilégiés, à quoi sert le care ?*, Carol Gilligan, Arlie Hochschild et Joan Tronto, Payot, 2013.

[28] Ibid., p. 23

[29] Gêrôme TRUC, *Assumer l'humanité. Hannah Arendt : la responsabilité face à la pluralité*, Editions de l'université de Bruxelles, 2010.

[30] Ibid

[31] David Bodinier, de l'Alliance citoyenne à Grenoble, cité dans Sylvia Zappi, « *L'empowerment, nouvel horizon de la politique de la ville* », *Le Monde*, 07/02/2013.

[32] 烏賀陽弘道, Business Media 誠], "かつて封鎖ラインで線量計をかざすと、毎時0.2~0.3マイクロシーベルトだったのを覚えている。それでも中に入ると逮捕された。今は平均毎時3.8マイクロシーベルト、最大値は毎時17.3マイクロシーベルトを自由に通れる。このへんの政府の規制の無意味さは、あまりにバカバカしい矛盾の積み重ねで、もう笑う気すら起きない。" 22.01.2015

© Raison-Publique.fr 2009 | Toute reproduction des articles est interdite sans autorisation explicite de la rédaction.

Motorisé par [SPIP](#) | Webdesign : [Abel Poucet](#) | [Crédits](#)